

# Ingénieurs Sans Frontières Nancy

**LE JOURNAL**

**L'économie de fonctionnalité**

**L'amarante réfléchie, terreur de Monsanto**

**Une Seule Planète**

**Dossier : Lanceurs d'alerte, actions collectives... Comment exprimer une opinion à contre-courant ?**



Nancy-Université  
INPL

Rédaction : Charlie Borgeais, Judith Pigneur, Paul Garner, Paul Vienne, Pierre Laipe, Thibaud Saint Aubin



## Edito

L'information est essentielle à la citoyenneté. En effet on parle souvent de liberté d'expression, mais un citoyen doit également pouvoir s'informer librement. De plus, un citoyen bien informé est plus apte à jouir de ses droits et à accomplir pleinement ses devoirs. Mais s'il existe un droit d'être informé, existe-t-il aussi un devoir d'information, d'alerte ?

En effet, nous oublions trop souvent les personnes qui ont travaillé à relayer cette information. C'est le métier de nombre d'entre eux, qui connaissent les risques et qui s'y préparent. Mais qu'en est-il des informateurs, des lanceurs d'alertes ? Ces gens prennent des risques parfois considérables pour alerter la société de faits qui la concerne. Ces derniers détiennent à un moment donné une information en contradiction avec leur système de valeurs. Ils se retrouvent alors face à un choix : garder cette information ou la transmettre. Cette action n'est pas toujours anodine. En effet, elle peut amener l'informateur à transgresser des règles. Il peut également subir des pressions ou encore être agressé physiquement ou moralement. L'action de transmettre cette information est-elle toujours justifiée ? Jusqu'où doit-elle aller ? Quel statut juridique doit-elle avoir ? Autant de questions que nous nous sommes posés et auxquelles nous avons tenté de répondre.

## Sommaire

L'économie de fonctionnalité : solution pour un développement durable?.....	4
Dossier.....	5
L'amarante réfléchie, terreur de Monsanto.....	9
Programme Une Seule Planète.....	10
Présentation des pôles d'ISF Nancy.....	12

## L'économie de fonctionnalité : solution pour un développement

*L'épuisement des ressources naturelles, notamment des matières premières non renouvelables, est aujourd'hui une menace. De plus la forte consommation de certaines ressources, notamment énergétiques, à des conséquences néfastes sur notre environnement. La diminution de la consommation des matières premières non renouvelables apparaît donc nécessaire. Mais comment cette diminution est-elle possible, quand le contexte économique global tend plutôt vers une augmentation ? Plusieurs solutions ont été testées à petite échelle dans le monde industriel : L'écoconception (visant à limiter l'impact environnemental des produits à chaque étape de leur cycle de vie), l'écologie industrielle (dans laquelle plusieurs entreprises d'un même site échangent des matériaux et de l'énergie), et enfin l'économie de fonctionnalité*

### Qu'est-ce que l'économie de fonctionnalité?

L'expression «économie de fonctionnalité», et son équivalent anglais, *service economy*, sont apparus à l'initiative de Walter Stahel et de Orio Giarini en 1986 (Giarini, Stahel, 1989). Elle fait référence à un nouveau modèle de consommation qui propose de vendre aux clients des services plutôt que des biens matériels. L'idée principale est que dans le cadre de l'économie de fonctionnalité, l'entreprise qui met un bien à disposition de ses clients, reste propriétaire tout au long de son cycle de vie de ce bien. Ainsi l'entreprise se comportera-t-elle très différemment d'une entreprise qui, suite à la vente du produit, ne s'intéresse plus au devenir de ce produit. Elle sait, en effet, que le produit lui reviendra, au terme de son utilisation, ce qui l'incitera à intégrer dès sa conception les contraintes liées à la gestion du déchet qu'il deviendra tôt ou tard, ainsi qu'à la capacité du produit d'être facilement réparable. Le plus tard possible deviendra le mieux, alors qu'aujourd'hui la logique économique veut que le renouvellement de l'acte d'achat soit le plus rapide, et la durée de vie des produits la plus réduite possible. L'écoconception des produits s'imposerait donc pour des raisons économiques. De plus l'intérêt économique de l'entreprise n'est pas oublié, et va se trouver renforcé par les efforts pour diminuer la consommation d'énergie et/ou de matériaux, ainsi que par la facilité de l'entretien du bien. En effet d'après les expériences menées jusqu'à présent, les économies réalisées devraient convaincre les industriels du bien-fondé de la diminution de l'utilisation des matières premières non renouvelables. La raréfaction des ressources et l'augmentation consécutive de leurs coûts devrait les y aider...

### Un exemple d'économie de fonctionnalité :

Depuis 2002 la Société *Michelin* offre aux entreprises de poids lourds un service de location de pneus facturé au kilomètre. Le coût de ce service pour une flotte de 2520 camions a été estimé : pour une moyenne de 128700 kilomètres parcourus par an et par véhicule, pendant 6 ans, ce service permet de n'utiliser que 37200 pneus au lieu de 41248 pour la vente à l'unité, et d'économiser plus de 4000 litres de gazole. Ces gains de matière et d'énergie résultent d'un meilleur usage des pneumatiques, le loueur ayant intérêt à ce qu'ils durent le plus longtemps possible. La Société *Michelin* a annoncé que de nouveaux pneus, conçus pour durer plus longtemps, seront commercialisés prochainement, exclusivement au kilomètre. En effet de tels objets coûtent plus cher, et trouvent donc plus difficilement des acquéreurs à l'unité, ce qui incite l'entreprise à proposer ce genre de service.

Enfin la question est : les consommateurs, attachés à la propriété privée seront-ils prêts à passer à un tel mode de consommation? On peut penser qu'une offre élargie de services de la sorte, avantageux économiquement, les incitera à changer leurs habitudes. C'est en tout cas ce que l'on peut espérer pour l'avenir de notre planète et de l'humanité<sup>1</sup>.

<sup>1</sup>Sources : - *Dématérialiser les biens de consommations*, Dominique Bourg  
- *Concevoir une nouvelle relation à la consommation : l'économie de fonctionnalité*, Nicolas Buclet

## Lanceurs d'alerte, actions collectives : Comment exprimer une opinion à contre-courant ?

*Il existe plusieurs façons d'exprimer son opinion. Nous avons choisi dans ce dossier de discuter de trois formes d'expression revendicatives : une plutôt personnelle (le lanceur d'alerte) et deux autres collectives (le fauchage d'OGM et l'associatif plus modéré, représenté par l'Entente pour la Défense de l'Environnement de Nancy).*

Afin de distinguer l'action individuelle de l'action collective, le dossier se décline en deux parties : la première traite des lanceurs d'alertes et la seconde met en parallèle les deux modes d'actions collectives que sont le fauchage d'OGM et l'activité associative plus modérée d'EDEN. Nous pourrions ainsi observer :

- le lanceur d'alerte qui tente de démocratiser un savoir, quitte à s'attirer les foudres de certaines instances ;
- le faucheur d'OGM, qui privilégie une action de désobéissance civile ;
- les associations environnementalistes qui préfèrent mener des actions plus classiques mais pas pour autant moins efficaces

Nous tenons par ailleurs à souligner que ce dossier s'intéresse bien aux différents moyens utilisés par nos intervenants pour faire entendre leur voix et non aux contenus de ce qu'ils défendent.

Voici les différents intervenants [NDLR : les photos ne sont pas fidèles] :



**Eloïse BORGEAIS** est masseur-kinésithérapeute. Elle fait partie des Faucheurs Volontaires d'OGM et a été traduite en justice en 2005, alors qu'elle était étudiante, pour une action de fauchage d'essais en pleins champs de maïs OGM MON810 de la firme semencière Monsanto. En première instance, elle a tout d'abord été relaxée, puis elle a été condamnée en appel à une peine de 2 ans de prison avec sursis et 1200€ d'amende pour destruction de biens privés en réunion, peine confirmée ensuite par la cour de cassation.



**Laurence HUAULT** est la « chef » d'EDEN, l'Entente pour la Défense de l'Environnement de Nancy, une association visant à préserver, voir à améliorer, l'environnement du « Village » Nancy. Ses trois axes de batailles sont l'eau, l'air et l'éco-mobilité. Notez que les membres de l'association ont contribué ensemble à répondre aux questions. Plus d'informations : <http://www.as-eden.org>

## Une action individuelle : « lancer l'alerte »

Quelle attitude adopter lorsque l'on se retrouve face à un fait que l'on considère comme un danger pour l'Homme, pour son environnement, pour la société... ? Quelle pourrait être la meilleure démarche à adopter pour neutraliser ce danger ? Ces questions, le lanceur d'alerte doit probablement se les poser à un moment de son existence, mais c'est la manière dont il va réagir qui fera de lui un lanceur d'alerte.

La réaction la plus naturelle est certainement d'avertir les personnes directement liées au problème (hiérarchie, pouvoirs publics...). Mais que faire alors si cet avertissement n'a aucun impact ? Si on vous affirme qu'il n'y a pas de danger ou qu'il ne faut pas en parler ? Ou tout simplement si les procédures visant à résoudre le problème prennent énormément de temps ? Certains peut-être vont en rester là, pensant avoir joué leur rôle et ne plus pouvoir changer les choses. D'autres en revanche refuseront de se résigner, persuadés de l'existence de ce danger ou simplement au nom du principe de précaution, ils entameront des démarches d'information, de réflexion, de recherche... de toute action pouvant résoudre le problème et cela quelles qu'en soient les conséquences sur leur vie. Depuis 1999, ces irréductibles possèdent un nom : les « lanceurs d'alertes ». Ce terme a pour la première fois été employé par Francis Châteauraynaud et Didier Torny dans *Les Sombres précurseurs. Une Sociologie pragmatique de l'alerte et du risque* et sert depuis à qualifier ces personnes, scientifiques, journaliste, médecin, porte-parole d'association, élu ou simples citoyens, qui refusent de se taire et dénoncent les dangers qui nous menacent, au risque de subir quelques représailles.

Représailles ? Le mot n'est pas trop fort ! Comme l'a dit le professeur Gilles-Eric SERALINI<sup>2</sup> : « Lancer une alerte, c'est s'exposer aux coups. Tous les chercheurs le savent, les précédents ont valeur d'exemple ». En effet, il arrive souvent que l'action du lanceur d'alerte dérange, car elle va à l'encontre d'intérêts économiques, politiques ou autres et tous les moyens sont bons pour tenter de faire taire ce genre de trublion : pressions morales, physiques, menaces de licenciement, procès... Le professeur Gilles-Eric SERALINI n'a pas été épargné : professeur de biologie moléculaire à l'Université de Caen et co-directeur du Pôle pluridisciplinaire « Risques », spécialisé dans l'étude des effets des pesticides et OGM sur la santé, il a mené différentes études de contre-expertises de produits de la firme Monsanto - dont notamment des variétés de maïs OGM - qui mettent en doute l'innocuité de ces produits sur la santé et donc remettent en question leur commercialisation. Ces études lui ont valu un certain nombre d'attaques et de pressions morales de la part d'une partie de la communauté scientifique et notamment de l'Association Française des Biotechnologies Végétales (AFBV), allant jusqu'à remettre en question les conditions mêmes de ses travaux de recherche. Il a de ce fait porté plainte pour diffamation contre le président de cette association. Le procès s'est déroulé le 23 septembre dernier au Tribunal de Grande Instance de Paris. Il est bon de souligner que ce procès est une première en France dans l'histoire des lanceurs d'alerte, ceux-ci se trouvant plus souvent dans la position d'accusés que de victimes.



Le cas du professeur Gilles-Eric SERALINI n'est pas isolé, il est possible de citer un grand nombre de lanceurs d'alertes ayant subi toutes sortes de pression. Heureusement, le soutien aux lanceurs d'alertes est aujourd'hui de plus en plus fort, on a en effet pu voir un certain nombre de manifestation de soutien à tel ou tel lanceur d'alerte et plusieurs pétitions ont vu le jour. La Fondation Sciences Citoyennes a également été créée en 2002 dans le but de « favoriser et prolonger le mouvement actuel de réappropriation citoyenne et démocratique de la science, afin de la mettre au service du bien commun »<sup>3</sup>. Cette association soutient notamment un certain nombre de lanceurs d'alertes et propose un projet de loi visant à définir un cadre de protection de l'alerte et du lanceur d'alerte.

L'alerte est aujourd'hui une démarche incontournable, car elle peut permettre d'éviter des catastrophes telles que les problèmes liés à l'amiante ou la maladie de la vache folle. Il est donc nécessaire de la démocratiser et de protéger ceux qui l'utilisent.

<sup>2</sup> Nous sommes en train de réaliser une interview du professeur SERALINI qui sera bientôt disponible sur le site d'ISF Nancy : <http://www.isf-france.org/Groupe/13/70>

<sup>3</sup> <http://sciencescitoyennes.org/>

## Deux actions collectives : le fauchage d'OGM et l'action associative

Cette seconde partie permet une comparaison de deux actions collectives : le fauchage d'OGM et l'action associative. Pour mieux comprendre les motivations qui peuvent pousser à user de l'une ou de l'autre, nous avons donné la parole à Eloïse BORGEAIS et à Laurence HUAULT :

**ISF:** Pouvez-vous nous exposer vos différents modes d'actions, les commenter, les comparer... ? Avez-vous déjà pensé à d'autres modes d'expressions ? Plus doux ou plus...musclé ?

**EDEN :** Les 3 principaux types d'action d'EDEN sont les suivants :

### actions militantes

- 1) nous sommes saisis par des citoyens de dossiers bien spécifiques touchant à l'écologie urbaine (nuisances sonores d'entreprises, problèmes de sécurité et de contraintes environnementales non respectées par de nouveaux équipements (nouvelles chaufferies, aménagements de nouvelles voiries)
- 2) nous répondons à toutes les enquêtes publiques sur nos sujets et nous siégeons dans un certain nombre de conseils de l'agglomération de façon à peser sur la politique de la ville.
- 3) Nous sollicitons continuellement les pouvoirs publics pour faire avancer des dossiers trop souvent considérés comme non prioritaires.

### sensibilisation

- Participations à des manifestations (fête du vélo, vélorution\*, organisations de circuits vélos, semaine de la réduction des déchets...).

### formations & conseils

- Proposition annuelle aux entreprises et collectivités, une journée de formation à la pratique du vélo en ville. Certaines entreprises ou collectivités nous sollicitent pour des conseils sur le choix d'équipements vélo...

\***Vélorution** : La vélorution est une manifestation à vélo (ou rollers) qui revendique une amélioration du réseau cycliste. Son passage est assez redouté par les 4\*4 garés sur les pistes cyclables et les automobilistes impatientes...

Quel mode d'action fait le plus avancer nos idées ? Clairement, les actions relayées largement par les médias permettent de faire connaître l'association et parfois de faire avancer certaines causes. Cependant, le travail de fond que nous réalisons au quotidien de vigilance sur l'évolution des aménagements urbains est indispensable pour pouvoir être là au bon moment et pointer des dysfonctionnements. Il reste néanmoins difficile d'évaluer l'efficacité des différents modes d'action qui sont complémentaires.

Nous avons effectivement pensé à un autre moyen de (d'ex)pression qui est celui du recours devant un tribunal administratif et nous nous sommes dotés des moyens pour le faire.

**E.B :** Personnellement, avant de faucher, je me suis tout d'abord mise à signer des pétitions, entreprendre quelques actions, mais cela n'avait pas vraiment d'incidence. Finalement un collectif destiné à réaliser des actions de désobéissance civile au niveau des OGM, c'est-à-dire des actions non violentes, à visages découverts et revendiquées, a vu le jour et c'est uniquement dans ce cadre que

j'ai commencé à agir. J'aimerais également souligner le fait que le fauchage peut être considéré comme brutal, mais qu'il est toujours réalisé de manière non violente. Nous faisons également des actions moins « brutales » comme par exemple aller manifester devant une usine de production d'OGM ou étiqueter les produits qui contiennent ou qui sont susceptibles de contenir des OGM dans les supermarchés...etc.

**ISF :** Dernière questions pour vous deux : Vous n'êtes pas tout seul sur la scène environnementale. Pensez-vous qu'il existe des interactions, bonnes ou mauvaises, entre vos différents mouvements?

**EDEN :** La fédération des associations lorraines au niveau départemental (FLORE54) et au sein de MIRABEL (niveau régional) permet de relayer toutes les informations pertinentes sur la Région, de fédérer nos actions et de leur donner plus d'ampleur. Un exemple : la dernière Véloration a eu un écho au niveau des médias car elle émanait d'un groupement d'associations et pas seulement d'EDEN. Autre exemple : l'action en vue du classement de la forêt de Haye en forêt de protection est une action collective de nombreuses associations. C'est aussi essentiel dans une période où nous avons du mal à trouver des adhérents impliqués dans des actions concrètes. La fédération offre des formations, un soutien et des conseils importants pour la vie d'une association. Donc, les interactions entre les associations sont plutôt positives et très complémentaires.

**E.B. :** On peut dire que les deux modes d'action sont complémentaires : dans le cadre du débat sur les OGM, les actions d'information que font les associations ont une utilité incontestable, mais c'est la dimension médiatique des fauchages qui a permis au grand public de connaître le débat sur les OGM. Il est important de savoir qu'avant d'aller faucher, des actions plus modérées ont été réalisées, mais face à leur faible efficacité à faire réagir les décideurs politiques, le fauchage s'est imposé comme un ultime recours.

**ISF :** Éloïse BERGEAIS, la recherche peut prouver la dangerosité des OGM et mettre fin au débat. Que pensez-vous de l'argument qui affirme que le fauchage d'OGM est contre-productif pour la recherche?

**E.B. :** Les seules actions menées se font uniquement sur les cultures en plein champs (jamais dans les labos confinés par exemple) et rarement sur des plants dédiés à la recherche. Il existe néanmoins certains cas de fauchages d'expérimentations comme par exemple celui d'un champs de maïs OGM destiné à produire de la lipase gastrique de chien en vue de tenter d'aider les enfants atteints de mucoviscidose à mieux vivre. Cette lipase était jusqu'alors produite autrement, mais on a voulu la produire à partir d'OGM et les motivations réelles n'étaient pas claires puisqu'aucune tentative de production en milieu confiné n'avait été menée auparavant et la production appartenait à la plus grosse firme semencière d'Europe, la firme Limagrain. De plus, les productions d'OGM médicamenteux en plein champs présentent d'importants risques de mélange avec des OGM alimentaires, ce qui représente une menace sanitaire importante.

Merci à vous trois. Bien sûr, vos avis représentent un faible échantillon des gens concernés mais ils sont assez diversifiés pour avoir une vue d'ensemble tout en nous faisant sentir l'importance de la médiatisation des discours. Cela prouve que vous avez besoin d'une mobilisation générale : plus on est de fou plus on rit !



## L'amarante réfléchie, terreur de Monsanto

L'histoire commence en 1997, quand Monsanto lance sa célèbre gamme Roundup Ready. Le principe est simple : on injecte un gène de résistance au Roundup, l'herbicide total développé par Monsanto, aux plants de soja, colza et de coton. On peut ainsi désherber massivement au Roundup dans un champ de soja par exemple, et les seuls plants préservés sont justement ceux que l'on cherche à cultiver. Le procédé est séduisant pour les agriculteurs. Ceux-ci n'auront dorénavant plus qu'à effectuer un seul épandage de pesticide Roundup plutôt que d'utiliser de multiples produits. Forts de cet avantage, les produits Roundup Ready connaissent un succès phénoménal. Une grande partie de ces produits est développée par la firme Monsanto elle-même : elle maîtrise le marché en vendant d'une part ses semences génétiquement modifiés et d'autre part l'herbicide qui leur convient.

Aujourd'hui

Dans le monde : 60% du soja et 24% du maïs sont OGM

Aux USA : 92% de soja OGM

En Argentine : ≈100% de soja OGM

Face aux critiques naissantes : appauvrissement des sols, dangers pour la santé causés par le pesticide, doutes quant aux plants OGM ... Monsanto réplique que ses plants sont nécessaires à l'indépendance alimentaire des pays. En effet, d'après l'entreprise, l'utilisation de ces végétaux entraînerait une augmentation des rendements pouvant aller jusqu'à 20%. L'argument est discutable. Selon les chercheurs américains de l'*Union of Concerned Scientists*, ces gains ne seraient que de 3 à 4%<sup>4</sup>. Les scientifiques du National Research Council affirmaient d'ailleurs lors du procès « Kemner vs Monsanto » que les données de Monsanto « souffraient d'erreurs de classification [...], et qu'elles avaient été biaisées dans le but d'obtenir l'effet recherché »<sup>5</sup>. Si ces chiffres sont aussi bas, c'est que de nombreuses plantes ont développé une résistance au Roundup. Ainsi, les agriculteurs sont fréquemment contraints d'utiliser d'autres types d'herbicides et d'insecticides sur leur exploitation.

Récemment, la propagation dans les champs de coton américains de l'Amarante réfléchie, une mauvaise herbe dévastatrice, a fait des ravages. L'alerte est donnée en 2004 lorsqu'un agriculteur de Macon, dans l'état de Géorgie, remarque la prolifération du nuisible dans sa parcelle. La plante endommage sérieusement son exploitation. Avec ses 3m de haut, et sa capacité phénoménale à se reproduire (chaque pied pouvant potentiellement chaque année générer 50 000 plantes !), l'Amarante a rapidement étouffé les pousses de coton.



Amarante réfléchie

Depuis, plusieurs autres états américains ont été touchés (10% des exploitations OGM ; pour celles-ci, les rendements ont baissé en moyenne de 10 à 20%<sup>6</sup>). En Géorgie, où la plante a causé le plus de dégâts, sur la seule année 2007, 5 000 hectares de terres ont été abandonnés à cause de l'infection, tandis que dans les 50 000 hectares infestés, nombre d'agriculteurs ont été contraints de désherber à la main<sup>7</sup>.

Si le phénomène prend de l'ampleur, c'est tout l'empire Monsanto qui sera en danger. Déjà, nombre d'agriculteurs américains ont renoncé à l'utilisation d'OGM, déçus par les faibles gains (voire les pertes) engendrés par leur utilisation. Les associations de défense de l'environnement tiennent ici une nouvelle preuve de la nécessité de passer à un mode de culture naturel, et ce, tant que les progrès scientifiques n'auront pas montré leur fiabilité et leur sûreté du point de vue sanitaire.

<sup>4</sup> <http://www.liberation.fr/sciences/0101563068-les-gains-de-rendement-des-ogm-surestimes>

<sup>5</sup> Anthony B. MILLER, « Public health and hazardous wastes », Environmental Epidemiology, vol. 1, National Academy Press, Washington, 1991, p. 207

<sup>6</sup> Le Monde du 19/10/2010 : « La mauvaise graine de Monsanto »

<sup>7</sup> <http://www.france24.com/fr/20090419-super-mauvaises-herbes-menacent-patrie-monsanto->

## Programme Une Seule Planète

Face à l'impasse économique, sociale et environnementale dans laquelle nous mène l'exploitation irraisonnée des ressources naturelles, plusieurs organisations d'Europe et de pays du Sud ont décidé de lancer un programme commun de sensibilisation et d'éducation au développement sur la gestion responsable des ressources naturelles. Présentation.

Notre modèle de développement, basé sur une surexploitation des ressources naturelles, est à l'origine de déstabilisations humaines, sociales et environnementales générant pauvreté, inégalités et désastres écologiques. En prime, ce modèle n'est pas viable dans la durée car il ne permettra pas de vivre tous ensemble sur cette planète encore très longtemps. Il apparaît effectivement que l'exploitation des ressources entraîne un déséquilibre grandissant et que ce problème se répercute désormais sur l'ensemble des populations.



Illustration 1: Flick'r - Roberto Rizzaro

Cette prise de conscience s'exprime de plus en plus clairement et plusieurs mobilisations montrent l'intérêt croissant pour un développement sain et raisonné. Ainsi, le programme, baptisé « **Une Seule Planète** », a pour particularité de réunir des acteurs du développement et de l'environnement de plusieurs pays européens (France, Belgique, Hongrie et Slovaquie) et du Sud (Côte d'Ivoire, Indonésie, République Démocratique du Congo, Sénégal) ainsi que des syndicats et des chercheurs. Dans le réseau français s'impliquent notamment les associations Les Amis de la Terre, le CCFD, RITIMO, Artisans du Monde, Terres Solidaires et Greenpeace. La mutualisation de leurs analyses, de leurs efforts et de leurs réseaux donneront force et vitalité au programme !

### Les objectifs du programme

La première étape fut la définition des enjeux du programme et des actions envisagées. Pour cela, une note de plaidoyer rédigée en septembre 2009 a fixé la ligne de conduite, les axes de réflexion privilégiés ainsi que les objectifs à atteindre pour décembre 2011. Et le programme est ambitieux ! Il abordera cinq thématiques principales : les forêts, les ressources halieutiques (pêche, mer), les ressources extractives (matières premières minérales et énergétiques), les eaux douces et la terre.

La première vocation d'une seule planète est **la mise en place d'un plaidoyer à destination des instances européennes**, afin d'orienter différemment les politiques environnementales et de développement. Les organisations fondatrices du programme élaboreront pour cela des dossiers et des propositions autour de points clés qui seront présentés aux décideurs. Plusieurs tables rondes et symposium se tiendront dans toute l'Europe afin de construire un projet cohérent et réaliste.

Le second objectif est **la sensibilisation du grand public**, dont le public étudiant, sur les enjeux de ce programme. Des événements d'animation se tiendront partout en France et sous différentes formes : conférences, débats, stands d'animation, formations, etc. Il s'agira de présenter aux acteurs et consommateurs que nous sommes un état des lieux de l'exploitation des ressources et de mettre en évidence les mécanismes de gestion actuels. Les questions de biodiversité, de pollution et de climat seront naturellement présentes, notamment du fait des relations existantes entre exploitation des ressources et évolution des milieux naturels. Ces aspects ne seront pas exclusifs puisque la gestion des ressources s'exprime également à travers des questions d'ordre économique, social et géopolitique.

## Des propositions concrètes

Cette campagne se veut une réponse à des questionnements légitimes et vitaux pour l'avenir de nos sociétés. Les réflexions menées en amont par les partenaires du programme ont permis de déterminer trois axes de réponses pour une gestion raisonnée des ressources :

- **La gestion participative des ressources naturelles** : prendre en compte les attentes et revendications sociales des populations locales, organiser la réappropriation de leurs ressources dans une démarche cohérente, etc.

- **La régulation des acteurs privés** : exiger la transparence sur les revenus générés par l'exploitation des ressources, mettre en place une réglementation sociale et environnementale contraignante, questionner les relations entre les maisons-mère et leurs filiales. C'est tout l'enjeu de la pétition en ligne *Rights for people* disponible sur le site de la campagne.

- **Le changement des modes de production et de consommation** : interpeller les consommateurs sur les impacts de leurs habitudes alimentaires ou vestimentaires, proposer des outils pour changer nos comportements quotidiens, etc.

L'ensemble des populations doivent prendre conscience de la nécessité de ces changements. Pour cela, le programme *une seule planète* entend faire participer le plus grand nombre d'acteurs à la démarche, afin de proposer ensemble une alternative viable à notre modèle de développement. ISF Nancy s'inscrit également dans cette initiative et compte organiser en coopération avec d'autres associations lorraines (Oxfam, CLID, Les Petits Débrouillards) un certain nombre d'évènements.

En effet, ce collectif local prépare la venue à Nancy d'une exposition conçue par Les Petits Débrouillards pour le mois d'avril et proposera animations, projections-débats et sensibilisation ludique autour de la campagne. D'autres actions se tiendront partout en France et à l'international : rendez-vous sur [uneseuleplanete.org](http://uneseuleplanete.org) pour en savoir plus !



Illustration 2: Brochure de présentation  
d'Une Seule Planète - Illustration CRID

NDLR : CRID : Centre de recherche et d'information pour le développement, collectif de 55 associations de solidarité internationale. ISF est membre du CRID.

## Les différents pôles d'Ingénieurs Sans Frontières Nancy

**Le pôle IDEAGRO** (Initiatives au Développement Equitable de l'Agriculture) oriente ses réflexions vers les problématiques liées au développement agricole. Le pôle tente de mieux comprendre les enjeux liés au commerce international et sensibilise les étudiants à une autre façon de consommer. Pour ce faire, il soutient le développement des alternatives aux systèmes de production et de commercialisation actuels. Cette démarche a poussé le groupe à s'intéresser aux filières courtes et à mettre en place la distribution dans les écoles de l'INPL de fruits et légumes produits localement. Cette action permet de promouvoir une consommation locale, mais aussi d'organiser des rencontres avec les producteurs.

Une information autour du commerce équitable est également présentée en plusieurs volets complémentaires et permet de toucher un large public. Un guide d'achat responsable à l'attention des étudiants va être élaboré ; celui-ci présentera l'intérêt du commerce équitable, de la consommation locale et recensera les différents points de vente présents à Nancy.

**Le pôle INGECIT'** (« Ingénieurs citoyens ») participe à l'information et à la réflexion des futurs ingénieurs sur les problématiques de l'énergie, de l'éthique et de la gestion des ressources.

Pour cela, le groupe utilise différents moyens d'action. Il organise des conférences et des tables rondes traitant de ces thématiques, et fait intervenir universitaires, industriels et représentants de la société civile. Cela permet un véritable débat et l'exposition de différents points de vue.

Le groupe rédige également un journal semestriel abordant les problématiques sus mentionnées. Cette année, le premier exemplaire de ce journal traitera le sujet des lanceurs d'alertes.

Depuis janvier 2010, IngéCit' s'est également engagé dans la campagne Une Seule Planète, campagne de plaidoyer et de sensibilisations aux enjeux de la gestion durable des ressources naturelles.

**Le pôle PARTENARIAT** participe à des projets pilotés par des partenaires professionnels reconnus. Il y apporte ses compétences techniques mais aussi et surtout un regard critique sur l'intégration de la technique dans son contexte social, politique et économique ainsi que son appropriation par l'ensemble des acteurs et des bénéficiaires. Le partenariat avec Misola ayant pris fin en juin 2010, en ce début d'année ISF Nancy recherche un nouveau partenaire. A l'heure actuelle, plusieurs partenariats sont envisagés. Le partenariat avec **Congo Action** devrait démarrer début janvier, le projet serait de mettre en place une cantine dans une école au Nord de la République Démocratique du Congo, celle-ci serait alimentée par un champ proche de l'école. Le pôle partenariat se doit aussi de faire de l'éducation au développement, notamment sur les thèmes qui sont abordés lors du projet au sud. (Organisation d'exposés/débats, dépliants, participation aux événements de solidarité internationale, etc...).